



PLATEFORME
IVOIRIENNE POUR
LE CACAO
DURABLE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour publication immédiate

24 Octobre 2022

Accra et Abidjan

DÉCLARATION DES PLATEFORMES CACAOYÈRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE CÔTE D'IVOIRE/GHANA EN SOUTIEN AU BOYCOTT DE LA RÉUNION DES PARTENAIRES DE LA FONDATION MONDIALE DU CACAO À BRUXELLES PAR LES GOUVERNEMENTS IVOIRIEN ET GHANÉENS

La Plateforme Ivoirienne pour le cacao durable et la Ghana Civil-society Cocoa Platform, comprenant des agriculteurs, des organisations professionnelles d'agriculteurs (sociétés coopératives de base, Unions et Fédérations de coopératives), des transformateurs à petite échelle, des médias et des organisations de la société civile travaillant dans le secteur du cacao félicitent le gouvernement et les régulateurs de nos pays respectifs pour la décision audacieuse et sans précédent de boycotter la réunion des partenaires de la World Cocoa Foundation qui se déroule à Bruxelles les 26 et 27 octobre 2022. Nous ne nous alignons peut-être pas toujours sur les décisions du COCOBOD et du CCC, mais nous soutenons pleinement cette action et les raisons invoquées pour le boycott. Nous pensons qu'il est grand temps que le monde reconnaisse la politique de deux poids deux mesures des multinationales du cacao et du chocolat, notamment en ce qui concerne la fixation des prix du cacao et la détérioration des conditions de vie des cultivateurs de cacao en raison de leurs intérêts égocentriques et de leur quête de maximisation des profits sans aucune volonté de répartir les bénéfices le long de la chaîne de valeur.

La Côte d'Ivoire et le Ghana représentent 65 % de la production mondiale de cacao, mais les agriculteurs de ces deux pays gagnent moins de 6 % du revenu total de l'industrie du chocolat, évalué à environ 130 milliards de dollars par an. De nouvelles études ont montré que la part des "cultivateurs de cacao" dans l'ensemble de l'industrie du chocolat a considérablement

diminué au fil des ans, car les négociants, les marques et les détaillants ont accumulé des superprofits. Par exemple, selon Fairtrade, lorsque les prix du cacao étaient élevés dans les années 1970, les producteurs de cacao gagnaient jusqu'à 50 % de la valeur d'une barre de chocolat. Ce chiffre est tombé à 16 % dans les années 1980 et, aujourd'hui, les agriculteurs ne reçoivent qu'environ 6 % de la valeur. Cela a entraîné des niveaux élevés de pauvreté et de difficultés pour les producteurs de cacao des deux plus grands pays producteurs de cacao au monde. Aujourd'hui, les producteurs de cacao ne vivent pas, ils ne font que survivre.

En tête de liste des raisons expliquant cette situation malheureuse, figure le refus des multinationales du cacao et du chocolat de payer le juste prix pour les fèves de cacao. La plupart se cachent derrière leurs soi-disant programmes de durabilité pour éviter de payer un revenu vital aux agriculteurs. Ce qui est encore plus décourageant, c'est que le Ghana et la Côte d'Ivoire sont contraints par ces multinationales de vendre leurs fèves de cacao en dessous du prix du marché en vigueur, prix du marché qui lui-même déjà réduit. Elles ont également utilisé des tactiques de marché déloyales, telles que les mécanismes de différentiel d'origine négatif, pour appauvrir davantage les petits producteurs de cacao locaux en leur retirant les primes nationales tout en prétendant payer le différentiel de revenu décent (DRD) introduit il y a environ deux ans. Le DRD est finalement devenu une vue de l'esprit et non une réalité tangible dans la vie des producteurs de cacao. Les gouvernements et les régulateurs des deux pays sont toujours accusés par les parties prenantes des pays pour leur rôle dans l'absence de fixation de prix bord-champ à des niveaux garantissant un revenu vital aux producteurs de cacao. Mais ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les gouvernements et les régulateurs ne peuvent pas donner ce qu'ils n'ont pas, et qu'à l'heure actuelle, les prix du marché en vigueur rendent presque impossible la fixation de prix bord-champ à des niveaux qui assureraient un revenu décent aux agriculteurs. Il est plutôt ahurissant et injuste de constater que les prix des autres produits qui composent la barre de chocolat, à savoir le lait et le sucre produits dans les pays consommateurs, ont tous augmenté de façon astronomique, alors que celui du cacao ne cesse de diminuer.

En boycottant ce rassemblement phare du secteur privé à Bruxelles, les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana envoient un signal fort, mais c'est aussi un cri du cœur. La question du prix du cacao doit être placée au centre de la discussion sur la durabilité du cacao en tant qu'une question de justice sociale. En tant que société civile, nous soutenons pleinement cette position et espérons que le monde entier prendra note et dénoncera le secteur privé pour ses pratiques infâmes et déloyales de fixation des prix du cacao.

Merci.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Ghana :

Nana Kwasi Barning Ackah
Coordinateur, GCCP
nanakwesi@sendwestafrica.org
+233 0247452948

Obed Owusu-Addai
Chargé de campagne, EcoCare Ghana
obed@ecocareghana.org
+233 0240355320

Côte d'Ivoire :

Pauline Zei
Directrice nationale, [Inades-
Formation](http://Inades-Formation.com), Coordonnatrice PICD
pauline.zei@inadesfo.net
+225 0101044644

Bakary Traore
Directeur exécutif, ONG IDEF
bakary.traore@ongidef.org
+225 0749102193